

La plate-forme de dialogue sectorielle du Développement Rural

Une initiative inclusive du RIMRAP¹ en faveur des acteurs de terrain et en direction des décideurs politiques & financiers

Introduction

Le RIMRAP, premier chapitre de la SANAD² issue des recommandations de la RISAP³, est un programme d'appui institutionnel visant à renforcer les capacités de résilience du secteur rural et de ses acteurs par l'amélioration de l'appareil technico institutionnel des services centraux et déconcentrés de son Ministère de tutelle. Cela ne suffit pourtant pas à légitimer les politiques publiques et à viabiliser les stratégies sectorielles, qui faute de concertation lors de leurs élaborations, restent mal connues et reconnues par les acteurs.

A cet égard, lors de la mise en place du RIMRAP, en 2016, l'idée de générer un dialogue sectoriel inclusif avait émergé à la suite d'un constat, d'une part de nombreux cloisonnements entre les diverses parties prenantes du secteur rural et d'autre part d'une trop rare confrontation des idées, parfois très opposées. La mise en commun de réflexions souvent dispersées mais non moins intéressantes devenait essentielle à l'émergence d'un secteur fort mais également cohérente et indispensable pour produire des idées stratégiques convaincantes et pertinentes à l'intention des décideurs politiques et financiers.

Historique

Au regard de cette lacune dans le dialogue transversal, le RIMRAP a longtemps mûri l'idée de la plate-forme afin d'éviter de tomber dans certains écueils :

- Celui de confondre cet espace de dialogue avec les groupes sectoriels PTF/gouvernement déjà existants souvent trop formels et lourds pour approfondir les thématiques
- Celui de se situer dans la seule revendication avec le risque de dissuader certains acteurs, notamment les pouvoirs publics, peu habitués aux débats contradictoires d'être partie prenante
- Celui a contrario de lancer un énième cadre de concertation sous la houlette des départements car souvent institutionnellement trop lié à l'administration
- Celui de ne pas en faire le cadre de concertation porté par un programme en lui assurant dès le démarrage une assise sectorielle inclusive afin de garantir une pérennité de la réflexion et de l'échange au-delà de la disparition programmée du RIMRAP (2020).

Ainsi, fluidité, consensus, autonomie et durabilité pourraient constituer la devise de la plate-forme.

L'idée fut donc d'opter pour une configuration de « think tank » souple et léger et d'en confier l'animation et l'hébergement à une structure sous régionale spécialisée dans ce type d'exercice, l'IPAR. Dès le départ et jusqu'à la fin du programme, l'Assistance Technique du RIMRAP s'est donnée comme objectif d'accompagner le transfert de compétence en co-animant la plate-forme. En juin 2018, une réunion fondatrice s'est tenue à Nouakchott avec un très large panel d'acteurs et plusieurs axes de travail ont été proposés et validés.

¹ RIMRAP : Renforcement Institutionnel en Mauritanie vers la Résilience Agricole & Pastorale – Programme de l'UE 2016/2020 - 27 M€

² Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle et Agriculture Durable : 1^{er} secteur de concentration du 11^{ème} FED – 80 M€

³ Revue Institutionnelle du Secteur Agricole et Pastoral : Etude fondatrice financée par l'UE en 2014.

Fonctionnement du dispositif

Quel que soit le thème retenu, les principes de fonctionnement demeurent les mêmes. Une identification itérative par le RIMRAP, l'IPAR et les premiers acteurs retenus permet de mettre autour d'une table l'ensemble des participants engagés et représentatifs d'un domaine. On y retrouve de manière récurrente des acteurs technico-institutionnels de l'Etat, des bailleurs, des élus, des OSP des privés et des ONG/ société civile. Le cadrage final d'un thème s'effectue en général lors des deux premières réunions. Puis, des rencontres régulières ont lieu à chaque avancée notable du sujet. La plate-forme s'adjoit de manière ponctuelle, les compétences de consultants internationaux et nationaux, financés actuellement par le RIMRAP ou le RIMDIR⁴ mais possiblement par d'autres partenaires plus tard, afin d'approfondir certains axes de réflexions. Les travaux sont ensuite restitués au groupe, voire au-delà.

Par principe, le « groupe de travail » est éphémère et agit comme un catalyseur. Il se crée pour les besoins d'une réflexion, brasse toutes les idées existantes et pertinentes, approfondit sa connaissance, produit une note de synthèse ou de stratégie, la diffuse, puis disparaît à la fin du processus qui ne dure que quelques mois. L'ensemble des travaux et les derniers documents pertinents se retrouvent sur le site sectoriel <https://rim-rural.org/wp/dialogue-sectoriel-2/>

Les groupes de travail actuellement actifs

Actuellement, cinq thématiques ont été retenues et se situent à divers degrés d'avancement.

L'hydraulique pastorale : Ce sujet fédère de nombreux acteurs tant le thème se révèle essentiel dans un pays où l'élevage transhumant constitue l'une de ses armatures traditionnelles les plus solides. Contrairement à certaines tendances qui prônent une intensification à outrance sans réelle viabilité économique ou environnementale, ce type d'élevage représente la meilleure garantie du pays contre un effondrement social et économique en milieu rural dans ces zones de crises humaines et climatiques. La répartition des points d'eau suit des règles très particulières couplées à la difficulté de l'extraire de certaines zones où paradoxalement le pâturage est abondant. L'idée serait de pouvoir produire un document de synthèse complet sur lequel le Gouvernement pourrait s'appuyer pour élaborer une véritable stratégie officielle qui, étonnamment, n'existe pas encore.

Le lait local : La Mauritanie constitue un producteur et surtout un très grand consommateur de lait. Il en importe 80% sous forme de poudre chaque année. Le défi réside donc dans l'optimisation du ratio production/consommation en rendant accessible un lait local et des sous-produits de qualité au maximum de population. Ce sujet entre dans une double dynamique, à la fois nationale où l'Etat a notamment mis en place une laiterie moderne à haute capacité dans la région la plus productive (HEC⁵) mais aussi internationale, la CEDEAO menant une « initiative lait » et une coalition d'ONG une campagne de plaidoyer promouvant les mêmes valeurs de production et de consommation du lait local. Le RIMRAP, le RIMDIR et le RIMFIL⁶ travaillent de concert sur ce sujet.

Les Infrastructures rurales : Abstraction faite de la problématique spécifique de l'hydraulique pastorale, la Mauritanie constitue le réceptacle d'un nombre pléthorique de projets qui s'engagent dans la réalisation d'ouvrages, en particuliers hydroagricoles et de désenclavement, sans aucune concertation entre eux, ni pilotage réel de l'Etat. Au-delà d'une capacité locale d'absorption largement dépassée et rarement étudiée

⁴ RIMDIR : Renforcement en Mauritanie pour le Développement des Infrastructures Rurales – Programme de l'UE 2019/2023 – 35 M€

⁵ HEC : Hodh Echargui

⁶ RIMFIL : Programme de développement des Filières Agricoles & Pastorales – Programme de l'UE 2020-2024 – 18 M€

voire évoquée, l'ensemble des acteurs souffre d'un déficit important et chronique d'informations. Dans le même temps, le cadre légal de ces infrastructures demeure assez nébuleux et les questions de maîtrise d'ouvrage, de responsabilité, d'ingénierie sociale et donc de pérennité sont fortement remises en cause. Ce groupe travaille donc à mettre à plat toutes ces problématiques à travers ses réflexions, ses échanges et une étude en cours conçue avec le RIMDIR.

Sécurité & Développement : Dans le cadre des réflexions internationales actuelles – G5 Sahel, Alliance Sahel – la Mauritanie s'illustre dans la logique de placer le développement et la reconstruction de l'Etat comme locomotive de la sécurité et non l'inverse. L'exemple de Nbeikhet Lawach, à la frontière malienne, est édifiant et au-delà des exemples fournis dans cette partie Est de la Mauritanie, c'est toute la réflexion associée à cette problématique qui est abordée. Un premier document de cadrage a déjà été publié et des programmes comme le RIMRAP, le RIMDIR et Sécurité et Développement s'efforcent d'entrer en synergie pour renforcer cette dynamique du Gouvernement.

Inter-territorialité : Question plus difficile à cerner, elle regroupe déjà deux dimensions complémentaires qui sont d'une part la gestion commune des ressources naturelles et d'autre part l'intercommunalité. La première s'appuie notamment sur les AGLC⁷, structures locales déjà connues et reconnues en Mauritanie et la seconde se met doucement en place à travers le processus de décentralisation, pour laquelle l'un des enjeux majeurs recoupe souvent la mise en commun et la gestion optimale de ressources locales déficitaires. Il était donc logique d'aborder les deux aspects de front, en commençant par le « laboratoire » du Guidimakha où ces processus sont déjà fortement testés et avancés, en particulier avec le GRDR chef de file du consortium RIMRAP dans cette wilaya.

Conseil Agricole & Pastoral : Dernier né des groupes de travail qui n'a fait l'objet que d'une première réunion du noyau dur, ce thème est apparu comme essentiel à tous les niveaux. Le conseil agricole et pastoral est aujourd'hui d'un point de vue qualitatif et quantitatif en déconnexion quasi-totale des réalités rurales et très en-dessous d'une réponse aux immenses besoins des producteurs et autres acteurs des filières du secteur rural mauritanien. Cette absence de conseil aux côtés des acteurs et adapté à la diversité des situations agro-écologique ainsi qu'au potentiel des spéculations des territoires et des filières, constitue un frein au développement socio-économique autant qu'à la sécurité alimentaire du pays. Les rendements agricoles restent globalement faibles et le nombre de ruraux pauvres, élevé, pendant que les ressources naturelles se dégradent ou se raréfient et que la malnutrition est loin d'être éradiquée. La GIZ et le PARIIS pourraient constituer les têtes de pont de ce groupe.

⁷ AGLC : Association de Gestion Locale Communautaire